



DISCOURS

*** Seule la version prononcée fait foi ***

Le 7 avril 2008

INTERVENTION D'ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE PRÉSIDENT DE BUSINESSEUROPE

**« LA NÉCESSAIRE MÉTAMORPHOSE DE L'INDUSTRIE EUROPÉENNE FACE À LA
CONCURRENCE INTERNATIONALE »**

CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE EN BELGIQUE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

8 AVRIL 2008

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Quelques mots tout d'abord pour vous remercier de votre invitation à prendre la parole devant les membres de votre Assemblée générale. C'est pour moi l'occasion d'honorer les bonnes relations qu'ont toujours été celles entretenues par la CCI et BUSINESSEUROPE.

J'ai été très intéressé d'apprendre par la lecture de son programme d'action 2008 que la CCI a décidé d'entreprendre une profonde réforme de ses structures décisionnelles et de ses méthodes de gouvernance. Cette recherche vers plus de flexibilité reflète les besoins grandissants d'adaptation à un environnement économique mondial en mutation constante.

Cette année 2008 est également une étape pour BUSINESSEUROPE qui fêtera son cinquantième anniversaire. Le moment est venu pour nous, BUSINESSEUROPE et nos 39 fédérations membres, de célébrer les succès obtenus à l'égard de l'intégration économique, de la croissance et de la prospérité en Europe.

Ces dernières années, l'Europe a connu des transformations remarquables. On peut aisément citer en exemple le Marché intérieur. La mise en place du Marché intérieur a bouleversé la façon dont les entreprises européennes se développent, investissent, interagissent entre elles et avec les consommateurs. Pour l'économie européenne, cela a induit plus de dynamisme, plus de concurrence et plus de transparence. On estime que depuis les années 1990, le Marché intérieur a permis de créer plus de 3 millions de nouveaux emplois et le PIB de l'UE a gagné 2,2 % de plus. 430 milliards

d'euros par an d'investissement et 70 % des exportations des États membres se font à destination d'un autre État membre de l'UE.

La mise en place de l'euro a également représenté un changement considérable. Elle s'est accompagnée de nombreux avantages pour les entreprises dans 15 États membres ainsi que pour les citoyens de toute l'Europe, en particulier une stabilité économique renforcée et des échanges intra-européens dynamisés.

Les entreprises européennes se sont bien adaptées à ces profonds changements avec des conséquences positives pour l'emploi. Entre 2000 et la fin de cette année 2008, 17 millions d'emplois auront été créés. Grâce aux entreprises, l'économie européenne a prospéré ces dernières décennies, avec un PIB par habitant qui a doublé depuis 1970.

Cependant, ces résultats positifs ne devraient pas nous détourner des futurs défis que devront relever l'Europe et les entreprises européennes.

Nous constatons d'importants bouleversements structurels et dont les effets ne pourront être totalement mesurés qu'à long terme. L'Europe doit tout d'abord faire face à un processus de mondialisation accéléré qui bouleverse les équilibres traditionnels. La Chine est devenue en quelques années la 3^{ème} puissance économique mondiale après l'UE et les États-Unis. Dans le même temps, le Brésil, la Russie, la Chine et l'Inde représente ensemble près de la moitié de la croissance mondiale.

Face à la concurrence croissante d'économies émergentes au dynamisme remarquable, les faiblesses structurelles européennes risquent d'handicaper gravement les entreprises. La croissance de la productivité stagne, surtout dans les plus grands États membres de l'UE. Les économies européennes souffrent également de la trop faible priorité donnée à la R&D. L'adaptabilité des marchés du travail et la qualification de la main-d'œuvre demeurent trop faibles. Enfin le vieillissement de la population menace la viabilité des systèmes de sécurité sociale européens.

La tendance aux réactions protectionnistes ainsi que les persistantes entraves aux échanges et à l'investissement sont également source d'inquiétude pour l'industrie européenne.

Enfin la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ainsi que les politiques mises en place pour répondre au défi du changement climatique modifieront en profondeur l'évolution de l'industrie en Europe.

Parallèlement, l'économie mondiale est confrontée à un niveau d'incertitude sans précédent. Le Président de la Réserve fédérale a fait allusion à une possible récession aux États-Unis, évoquant la poursuite des turbulences sur les marchés financiers et la hausse de l'inflation.

Certes, les entreprises européennes sont solides et compétitives – si ce n'était pas le cas, nous ne serions pas les champions du monde des exportations ! Mais, ainsi que nous l'indiquons dans la brochure publiée pour marquer notre jubilé, nous avons besoin d'entreprises qui réussissent si l'on veut que l'Europe réussisse.

C'est pourquoi, avec tous les Présidents de nos fédérations membres, nous nous sommes fixé six priorités pour faire de l'Union européenne une zone compétitive.

1. De réels progrès doivent être faits dans la mise en œuvre de la Stratégie de Lisbonne, en poursuivant les réformes au-delà de 2010. La Stratégie est bonne, mais ses objectifs ne seront pas réalisés en 2010 ; c'est pourquoi nous prévoyons déjà comment elle devra être poursuivie après cette date.
2. Un deuxième *must* : approfondir le Marché unique européen et assurer le respect effectif de ses règles, notamment en ce qui concerne la directive sur les services. Le marché unique, ce sont 500 millions de personnes dans 30 pays (les 27 de l'UE, plus la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein). C'est un formidable instrument pour renforcer les entreprises européennes et leur capacité de faire face à la concurrence mondiale.
3. Notre troisième priorité n'est pas des plus aisées car elle concerne la réforme des systèmes sociaux européens. Si nous appelons à cette importante entreprise, ce n'est évidemment pas pour détruire les valeurs du modèle économique et social européen. Bien au contraire, nous sommes convaincus que la croissance et la prospérité économique doivent aller de paire avec une solidarité sociale accrue.

Nous avons un dialogue social au niveau de l'UE. L'accord que nous avons conclu l'an dernier, qui porte notamment sur la flexi-sécurité, marque une étape majeure dans le dialogue social. En matière sociale cependant, vous le savez, beaucoup relève du niveau national, entre autres dans l'attribution de ressources suffisantes à l'éducation et à la formation, pour vérifier comment l'immigration économique peut répondre au mieux aux exigences du vieillissement de la population et de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

4. L'Union européenne doit mettre un terme au blocage de sa gouvernance. La ratification du Traité de Lisbonne est en cours, et c'est une bonne chose :
 - le Conseil aura un Président permanent,
 - la Commission aura un nombre limité de Commissaires,
 - l'UE pourra coordonner sa politique extérieure avec le Haut représentant, qui fera partie du Conseil et sera Vice-président de la Commission,
 - enfin, et surtout, un bien plus grand nombre de décisions seront prises à la majorité qualifiée.
5. Nous voulons lutter contre les protectionnismes, dans l'Union européenne et dans le monde. C'est la seule voie. Comme je l'ai déjà indiqué, le Marché unique est le grand succès de l'Europe, mais il est loin d'être achevé. Pour dynamiser plus encore le développement international des entreprises, il faut en matière de commerce et d'investissement des règles internationales ouvertes. Nous voulons voir très vite l'aboutissement des négociations de Doha – pas à n'importe quel prix, mais dans des conditions qui permettent aux entreprises de bénéficier de plus d'accès aux marchés.

Dans le même temps, une approche ouverte de la coopération réglementaire et de l'investissement étranger devrait faire de l'Europe une région attirante pour les investisseurs régionaux et étrangers, où l'innovation peut prospérer.

Malgré sa position de puissance économique, si elle veut relever à l'avenir le défi de compétitivité posé par les économies émergentes, l'UE doit renforcer sa politique commerciale commune pour mieux promouvoir les principes de liberté du commerce et de l'investissement sur une base de réciprocité dans l'ouverture des marchés.

6. Enfin, objet de notre sixième priorité, les politiques de l'énergie et du changement climatique figurent parmi les grandes questions traitées par BUSINESSEUROPE. Nous sommes passés d'une attitude défensive à une position « pro-active », mais la compétitivité de l'industrie européenne est une condition préalable à une saine politique dans ce domaine.

BUSINESSEUROPE s'est engagée à promouvoir un système énergétique sûr, compétitif et respectueux du climat.

Ce que nous voulons, c'est :

- que la compétitivité de l'industrie européenne soit préservée,
- que la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'UE soit renforcée,
- que des politiques efficaces soient conçues pour le contrôle des émissions de carbone de l'UE.

Si nous voulons y parvenir, le point de départ devrait être celui-ci : que la protection du climat ne peut être opposée à la croissance et à la compétitivité. Les entreprises sont préoccupées par plusieurs éléments du Paquet « Energie et Climat » présenté par la Commission européenne en janvier dernier.

Des investissements massifs dans le secteur énergétique, dans le transport, dans le secteur résidentiel et dans la recherche de nouvelles technologies de production industrielle seront nécessaires pour évoluer vers un système énergétique à faibles émissions de carbone.

Les industries intensives en énergie en particulier subiront de lourdes charges supplémentaires dues à la transition vers une économie moins carbonée. Il est clair que certaines compensations seront nécessaires pour adoucir les pressions sur la compétitivité.

Jusqu'ici, la Commission européenne s'est montrée réceptive à nos préoccupations, mais nous ne pouvons relâcher notre vigilance. De plus, BUSINESSEUROPE en est fermement convaincue, il n'y aura qu'une seule façon de relever avec succès le défi climatique, du point de vue de l'environnement comme du point de vue économique : c'est de trouver un accord global qui inclut toutes les grandes économies émergentes.

Ces résultats positifs n'auraient pu être obtenus sans des actions constantes en faveur d'un environnement plus propice aux milieux d'affaires.

Pour terminer, j'aimerais dire quelques mots sur la situation économique en Europe. Nous publierons nos perspectives économiques dans quelques jours ; je n'en révélerai donc pas tout le contenu aujourd'hui. Je crois néanmoins que nous pouvons conserver un certain optimisme :

- l'économie européenne connaîtra la croissance, et même une croissance plus forte qu'aux États-Unis, pour la troisième année consécutive ;
- les résultats des entreprises demeurent bons, assurément dans l'industrie ;
- les prévisions d'investissement sont très positives ;
- les exportations demeurent à un niveau élevé ;
- l'emploi augmente.

Quant à l'euro, nous avons déjà dénoncé fermement la volatilité. Les entreprises sont capables de faire face à une monnaie forte mais gérer sa volatilité est bien plus compliqué.

Nous avons besoin en Europe de renforcer la gouvernance de la zone euro, d'insister sur le respect du Pacte de stabilité et de croissance et donc de contraindre les États membres à mener de saines politiques budgétaires. Le rôle de l'Eurogroupe, sous la présidence de Jean-Claude Juncker, est crucial à cet égard.

La semaine prochaine, je serai à Tokyo pour le sommet des milieux d'affaires des pays du G8 et j'aimerais y évoquer la question du système monétaire global tel qu'il fonctionne aujourd'hui.

Vous l'aurez constaté, nous avons un programme chargé à BUSINESSEUROPE. Je perçois le solide appui de tous nos membres à ce que nous faisons, ce qui est essentiel pour moi en tant que Président. C'est lorsque je suis soutenu par tous les membres que je puis faire entendre notre voix avec force au nom des entreprises européennes et renforcer ainsi notre position. Faire de l'Union européenne un endroit attirant, où investir et faire des affaires vaut la peine, cela est notre véritable objectif !

Je vous remercie de votre attention.
